

9 décembre 2014

**Déclaration de S.E. M. Sam Kutesa,
Président de la 69^{ème} Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion de la vingtième session de la Conférence des Parties à la
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
et de la dixième session de la Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

Son Excellence Monsieur Ollanta Moisés Humala, Président de la République du Pérou,
Excellences, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur Manuel Pulgar-Vidal, Ministre de l'environnement et Président de la Conférence des
parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,
Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
Madame Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur
les changements climatiques,
Mesdames et Messieurs les représentants et les participants,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je me joins à vous aujourd'hui. Je remercie le Gouvernement et le
peuple péruviens de leur chaleureuse hospitalité, ainsi que Mme Figueres et le personnel de la
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de leur dévouement et de
leur dur labeur.

Excellences,

La Conférence ne pouvait se dérouler à un moment plus opportun. Elle suscite à juste titre de
grands espoirs. Les changements climatiques font partie des principaux problèmes dans le monde
auxquels notre génération fait face; nous devons nous y atteler, sachant que le temps presse et
qu'il nous faut unir nos efforts et ne plus tolérer le maintien du statu quo.

Notre planète arrive à un seuil critique : les changements climatiques menacent l'existence même
de l'humanité. Si nous n'agissons pas sur le champ, de manière concertée, la génération présente
et les générations futures n'auront plus aucune possibilité de parvenir au développement durable.

Le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du
climat, qui vient de paraître, confirme un net réchauffement climatique dans le monde, dont la
responsabilité revient principalement aux activités humaines. Les preuves sont claires et
irréfutables.

Bon nombre de changements observés sont sans précédent : ils recouvrent des concentrations de
plus en plus élevées de gaz à effet de serre, le réchauffement de l'atmosphère et des océans, la

réduction de l'enneigement, la fonte des glaciers et l'élévation du niveau de la mer, pour n'en citer que quelques-uns.

Tous les pays du monde pâtissent des retombées des changements climatiques qui menacent la sécurité alimentaire et minent l'action de lutte contre la pauvreté et la réalisation du développement durable. Tout retard pris dans la lutte contre les changements climatiques occasionnera un très lourd tribut.

En Ouganda, dont je suis originaire, les monts enneigés du massif du Rwenzori culminaient à près de 5 200 mètres et recouvraient au début du siècle une zone d'environ sept kilomètres carrés, réduite aujourd'hui à un kilomètre carré. Si la tendance actuelle causée par le réchauffement de l'atmosphère persiste, on estime que les glaciers disparaîtront au cours des vingt prochaines années.

Nous savons également que l'existence de petits États insulaires comme Kiribati est menacée du fait de la montée du niveau de la mer. Si la situation perdure, les émissions de gaz à effet de serre entraîneront de nouveaux réchauffements climatiques et augmenteront la probabilité que ces derniers aient des effets graves et irréversibles sur les habitants et les écosystèmes de la planète.

Excellences,

La bonne nouvelle ou le rayon d'espoir, en fonction de l'optimisme de chacun, est que des mesures peuvent être prises pour éviter de basculer dans le précipice des conséquences catastrophiques des changements climatiques. Si nous adoptons aujourd'hui davantage de mesures d'atténuation, cela nous permettra de réduire les coûts d'adaptation à l'avenir.

Il existe nombre de stratégies à mettre en place pour s'engager sur une voie permettant de résister aux changements climatiques tout en améliorant les moyens de subsistance et en soutenant la croissance économique et l'intégrité de l'environnement.

Il nous faut à cette fin rassembler la volonté politique collective de la communauté internationale pour transformer les modèles économiques et sociaux actuels en économies à faible émission de carbone, voire climatiquement neutres, sur une base équitable, conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives.

En ma qualité de Président de l'Assemblée générale, j'ai choisi les changements climatiques comme l'une des priorités clefs de la soixante-neuvième session. Il faut veiller à ce que les négociations portant sur le programme de développement pour l'après-2015, la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et l'accord sur le changement du climat mondial se renforcent mutuellement.

Quels sont donc les principaux messages à retenir de cette Conférence des Parties? Premièrement, l'année à venir sera déterminante pour les négociations qui se déroulent sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les débats que nous

tenons à Lima nous aideront à établir un projet d'accord dont la version définitive sera arrêtée à Paris en décembre 2015. Notre Conférence sera à cet égard une mesure décisive sur la voie de la conclusion d'un accord universel et contraignant à Paris.

Deuxièmement, les résultats ambitieux que nous attendons doivent être à la mesure des engagements que nous souscrivons. Le projet d'accord doit tenir compte de façon globale et équilibrée de l'ensemble des problèmes, comprendre des mesures d'atténuation et d'adaptation et assurer des moyens appropriés d'exécution ainsi qu'un cadre de surveillance et de transparence.

Il nous faut à cette Conférence définir les éléments à intégrer dans les contributions prévues déterminées au niveau national et fixer des délais pour les évaluations.

Troisièmement, les tendances actuelles relatives à la réduction des gaz à effet de serre ne seront pas suffisantes pour contenir l'élévation de la température de la planète en dessous de deux degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels. Si nous voulons réaliser nos ambitions pour l'après-2020, nous devons prendre des engagements audacieux, agir sans plus tarder et continuer de changer les modes de consommation et de production en faveur de modèles à faible émission de carbone.

Quatrièmement, il est essentiel que les pays qui ne l'ont pas encore fait accélèrent la ratification de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto. Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'il conserve toute son importance.

Cinquièmement, il faut accroître le financement de l'action climatique, faire preuve d'innovation et investir davantage dans des technologies et des infrastructures qui sont écologiquement rationnelles, ainsi que dans le renforcement des capacités. À cet égard, la capitalisation initiale du Fonds de Copenhague pour le climat avec la mobilisation à ce jour de près de 10 milliards de dollars des États-Unis est une nouvelle dont nous nous réjouissons.

Il nous faut regarder de l'avant, honorer les engagements que nous avons déjà pris, y compris la mobilisation de 100 milliards de dollars des États-Unis d'ici à 2020 et recueillir des ressources supplémentaires afin d'appliquer les mesures d'atténuation et d'adaptation.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Vous savez sans doute que je convoquerai une réunion de haut niveau sur les changements climatiques le 29 juin 2015 à New York. Cette manifestation qui se déroulera à mi-parcours entre la vingtième Conférence des Parties à Lima et la vingt et unième Conférence des Parties à Paris vise à maintenir l'élan et à compléter les négociations de la Convention-cadre en cours.

Cette réunion donnera aux États Membres l'occasion d'échanger des points de vue, de partager des données d'expérience et de dresser le bilan des progrès accomplis avant la réunion de Paris.

J'invite aujourd'hui tous les États Membres au plus haut niveau ainsi que les membres de la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes concernées à participer activement à toutes les manifestations prévues en juin 2015.

Enfin, l'actuelle génération de chefs d'État et de gouvernement aura la responsabilité historique de prendre des mesures hardies pour atténuer les effets des changements climatiques.

Le monde attend ces résultats avec impatience, teintée d'une anxiété bien compréhensible. Nous devons tout faire pour parvenir en décembre 2015 à un accord ambitieux et contraignant sur les changements climatiques.

Je vous remercie de votre aimable attention.